



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Section de Saint-Martin-d'Hères, Gières, Poisat, Venon

www.pcf-smh.fr.

Quelle belle façon de fêter les 50 ans de mai 1968 en faisant reculer le gouvernement !

Tous ensemble dans la lutte à partir des 15 et 22 mars (horaires manif fin du tract)

La droite l'a préparé, Hollande et son homme de main Macron l'ont commencé. Macron, président, espère le finir. Il est l'homme mis en place par et pour les riches. Son objectif est de réaliser la contre-révolution anti-sociale tant rêvée par la classe dominante en France qui n'a jamais accepté nos conquêtes sociales. Depuis des années et pour détruire le mouvement ouvrier de masse, les gouvernements successifs s'attaquent aux travailleurs les uns après les autres. Ils travaillent, avec l'appui de leurs médias, à nous diviser à grand coup d'intoxication idéologique. Plus les mensonges sont gros, plus, ils passent.

Mais aujourd'hui Macron passe un cran en dessus, le gouvernement attaque sur plusieurs fronts : les cheminots, les fonctionnaires, les privés d'emplois (indemnité chômage) et l'avenir de tous les services publics, la sécurité sociale (donc l'hôpital public), la retraite....

Soyons des travailleurs conscients et organisons la lutte tous ensemble sur nos revendications catégorielles et sur nos revendications convergentes. La rupture politique et la victoire pour les travailleurs : faire reculer Macron, passe par les luttes et uniquement par les luttes !

Après avoir vidé une partie des protections des salariés du privé, Macron compte liquider le Statut des cheminots et celui des fonctionnaires. Avec l'augmentation de la CSG et le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu en 2019, il finalise la destruction de la Sécurité Sociale et il compte s'attaquer à nouveau aux retraites dès 2019.

Agents des 3 versants de la fonction publique, cheminots, salariés du privé, privés d'emplois, retraités : tous dans la lutte à partir des 15 mars (retraités et métallo) et du 22 mars (cheminots, fonctionnaires et commerces). Les forces existent comme en 1995 où tous ensemble nous avons gagné le retrait du plan Juppé. Aujourd'hui, pour les 50 ans des luttes des travailleurs dans l'unité de mai 1968 où toutes

les usines et lieux de travail étaient occupés par les salariés, nous avons les forces pour résister à la contre-révolution de Macron qui finalise toutes les contres réformes des gouvernement précédents de droite comme de gauche.

Les convergences sont tellement évidentes que même le journal Les échos (« les patrons parlent aux patrons »), dans un article du 28 février, dénonçait la méthode Macron qui pourrait déclencher une coagulation des luttes et le conduire à un échec. Pour nous communistes, ce n'est pas la méthode, qui est inadmissible, c'est les contenus de tous ses projets. Le gouvernement attaque les revenus et les conditions de travail et de vie des salariés et des retraités.

**Ne nous laissons pas diviser sur de faux semblants, il n'y a pas de privilégiés.
Il n'y a que des travailleurs face au patronat état ou privé !**

Assez du baratin des médias dominants : Est-ce que lorsque les cheminots seront plus mal payés et leur statut détruit les trains seront à l'heure ?

Quid du transport du fret, du chargement des camions sur les trains, du maintien des petites gares (comme la gare de Veyne) ou de la modernisation des lignes, etc. Mieux vaut oublier tout de suite si Macron réussit. Les profits seront aux commandes du service ferroviaire, c'est à l'opposé d'un service public au tarif juste et pour tous.

Rappelons que la remise en cause du Statut des cheminots par la vente à la découpe de la Société Nationale

des Chemins de Fer au privé a été préparée par les gouvernements précédents. Macron compte la mettre en œuvre au nom de la sacro-sainte « concurrence libre et non faussée » de l'Union Européenne du Capital ! **Alors que nous pouvons refuser l'application de toutes les directives européennes.**

Le projet de Macron parachève la casse du service public ferroviaire qu'il a commencé sous Hollande avec le décret socle de 2016 (lié à El Khomri) combattu par les cheminots ! N'espérons pas avec cette mise en pièce que le service ferroviaire répondra aux besoins des usagers.

La sécurité des agents, des transports sera sacrifiées sur l'hôtel du profit immédiat.

Par son ouverture à la concurrence et donc sa privatisation, s'en suivra automatiquement une dégradation du service rendu sur les petites lignes comme une augmentation exorbitante des tarifs (déjà trop chers). Cette casse conduit à une exploitation accrue des cheminots ! Cette ouverture à la concurrence orchestrera le dumping social pour tirer vers le bas les droits et garanties des salariés du rail. Cheminots, salariés de tous les secteurs et usagers ont beaucoup à perdre avec ce nivellement par le bas et la déréglementation généralisée.

Section locale du PCF, BP 283, 38407 St-Martin-d'Hères Cedex,
mèl : pcf.smh@wanadoo.fr

Tél. 04 76 01 81 38
site internet : pcf-smh.fr

Les fonctionnaires ne sont pas des privilégiés.

Leurs conditions de travail sont particulièrement dégradées, leurs salaires sont bas. Ils stagnent depuis 2000 avec la mise en place des lois Aubry qui ont institutionnalisé l'annualisation du temps de travail et les 35h (35h bientôt mortes avec El Khomri transformées en 40h) : Que de reculs ! Après plus de 250 000 suppressions d'emplois de fonctionnaires déjà subis, Macron va en supprimer encore 120 000. Après de telles saignées, comment voulez-vous que fonctionnent correctement les services publics : postes, impôts, éducation nationale, hôpitaux, inspection du travail (DIRECCTE), CAF, etc ??? Ils sont tous bancales et ne tiennent que par la conscience professionnelle des fonctionnaires qui les servent.

La remise en cause du Statut des fonctionnaires et des cheminots prépare la fin du CDI et annonce la précarité généralisée et la misère. Ne nous laissons pas bernier ! En étant solidaires des cheminots et des fonctionnaires défendant leurs contrats de travail, nous défendons les contrats de travail protecteurs pour tous et les conditions de vie des retraités.

Transformons les acquis des uns en revendications pour les autres. Les Statuts des fonctionnaires et des cheminots doivent servir d'appui à la revendication d'un contrat de travail à durée indéterminée avec des garanties collectives renforcées.

Au augmentation de la CSG et Sécurité Sociale. hôpitaux publics. retraite. indemnité chômage

Rappelons les dégâts sur le budget de la sécurité sociale (les 4 branches) produit par les cadeaux au patronat sur fond d'**exonération de paiement de nos salaires socialisés (ou salaire brut moins salaire net) ;**

- ▶ Cumul antérieur d'exonérations de cotisations patronales (part patronale du salaire socialisé) : **plus de 210 milliards d'euros** (chiffre publié en 2014 sur 10 ans),
- ▶ CICE (crédit impôt compétitivité emplois) gains pour le patronat, depuis fin 2012, **plus 120 milliards €** de nos salaires que nos impôts ont remboursé au patronat.
- ▶ **La fin des cotisations d'allocation familiale et maladie et celle des cotisations chômage annoncée en 2019.** Encore quelques milliards de cadeaux !

La droite, la gauche et maintenant Macron qui se prétend ni de droite, ni de gauche vident le budget de la sécurité sociale assis sur notre travail pour le fiscaliser.

Macron augmente la CSG de 1.7 point (+25%) et saigne les retraités. Cette contribution particulièrement injuste a été créée par le socialiste Michel Rocard en 1991. D'année en année, le budget de la Sécurité Sociale initialement basé sur nos salaires socialisés (notre travail) est transféré vers une fiscalisation. Macron, avec Hollande, a préparé la fusion de la CSG avec l'impôt sur le revenu. Cette fusion est la pierre angulaire de la fin de notre Sécu par sa fiscalisation.

Un budget de Sécu à 100% fiscalisé, c'est la fin de la Sécu par la solidarité intergénérationnelle et donc une Sécu au rabais. **C'est intolérable ! Tous ensemble nous pouvons arrêter Macron ! Communistes, nous disons que le patronat doit participer majoritairement au financement de la Sécurité Sociale tant que nous serons dans un système capitaliste**

A partir des 15 et 22 mars, construisons tous ensemble les luttes sur nos revendications catégorielles et sur nos revendications convergentes :

- ▶ Des garanties collectives pour le public et le privé de haut niveau : contre le chômage organisé et les contrats précaires, exigeons le retrait des Ordonnances Macron, El Khomri, l'arrêt immédiat de la casse des Statuts cheminot et fonctionnaire ! Le retrait du jour de carence, de la rémunération au mérite, etc.
- ▶ Suppression de la CSG, arrêt de la mise en place du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu PAS (voir nos articles sur le PAS)
- ▶ Le rétablissement des ressources de l'assurance maladie et de l'ensemble de la Sécurité sociale avec la suppression de toutes les exonérations de cotisations sociales patronales et l'annulation du CICE par son remboursement. Retraite à 60 ans après 37 annuités de travail c'est bien suffisant !
- ▶ Annulation de la vente à la découpe de la SNCF au privé et un retour à une seule grande entreprise de monopole public SNCF avec des embauches sous Statut

cheminot réaffirmé garants d'un service public ferroviaire de qualité.

- ▶ Augmentation de la valeur du point d'indice du traitement des fonctionnaires et augmentation générale des salaires dans le privé (la meilleure façon de taxer le capital à la source)
- ▶ Ouverture des concours de fonctionnaires pour compenser les carences en emplois dans tous les secteurs.
- ▶ Arrêt des transferts de compétence des communes vers les métropoles qui détruisent les services publics territoriaux. Stop aux attaques des budgets des communes et à leur autonomie de décisions !
- ▶ Arrêt du processus européen de marchandisation et de privatisation des services publics, retour au monopole publics de l'énergie (non à la privatisation de nos barages), des transports, de la Poste, des télécommunications.

Pour gagner sur nos revendications immédiates, construisons ensemble le rapport de force. Communistes, nous affirmons que la montée des luttes et leurs convergences portent les perspectives immédiates de rupture politique favorables aux travailleurs. Manifestations à Grenoble, le 15 mars, 15 heures, Félix Poulat, les retraités et le 22 mars, 10h, Gare de Grenoble.